

Kigali et Butare aux mains du FPR

Jean Chatain

L'Humanité, 5 juillet 1994

Le Front patriotique est entré hier dans le centre de la capitale. Il s'est également emparé de Butare dans le Sud. L'armée française, présente à une trentaine de kilomètres de là, menace : « Si le FPR vient, nous tirerons sans hésitation. »

LES combattants du Front patriotique rwandais sont entrés, hier, dans le centre de Kigali et ont pris Butare, deuxième ville du pays, selon les envoyés spéciaux de l'AFP. De source militaire française, on se montre moins catégorique, mais on confirme que « des éléments du FPR contrôlent des points de la route qui mène de Butare à la frontière avec le Zaïre. Il y a une semaine, le FPR était à l'est de Butare, il est aujourd'hui à l'ouest ».

Ces conditionnels des communiqués militaires français étaient démentis en cours de journée. L'AFP confirmait le contrôle de la ville de Butare par les troupes du FPR, précisant que plusieurs centaines de soldats du Front sont entrés dans la ville au petit matin. Leur entrée avait été précédée, depuis la veille, de violents échanges de tirs. En fin de matinée, la ville était calme, a constaté l'envoyé spécial qui a qualifié de « décontractée » l'attitude des soldats du FPR qui poursuivaient cependant, en début d'après-midi, des opérations à la recherche de tireurs iso-

lés retranchés dans des maisons.

Une confirmation identique était donnée un peu plus tard concernant la capitale. « Il y a encore quelques poches de résistance avec surtout des miliciens, mais pour l'essentiel nous tenons la ville », a déclaré à la presse un officier du FPR. Les principales positions que les FAR (Forces armées rwandaises) tenaient encore dans la ville – le camp de la gendarmerie et le camp de la garde présidentielle – avaient été abandonnées dans les heures précédentes. « Je suis si heureux, j'ai rêvé pendant tellement longtemps de marcher dans les rues de Kigali », s'est exclamé le colonel FPR Frank Mugambe, alors qu'il faisait visiter l'ancien bastion des forces gouvernementales à un groupe de journalistes.

Les centaines de réfugiés qui, depuis trois mois, vivaient reclus dans l'église de la Sainte-Famille, au centre de la capitale, ont su dès dimanche soir que « c'était la fin ». Hier matin, ils étaient dehors, ovationnant les combattants du Front patriotique. « En fin d'après-midi, on a entendu beaucoup de véhicules de l'armée gouvernementale. On se demandait ce qui se passait, en fait ils s'enfuyaient, mais on ne l'a appris que plus tard », a raconté Lin Hiyonzima, étudiant de vingt-six ans, qui a passé une dizaine de semaines dans l'église.

Quittant la zone de Butare, les soldats français se sont repliés sur Gikongoro, ville située à faible distance de là (une trentaine de kilomètres), à l'est de la forêt de Nyugwe. Ils ont reçu l'ordre d'y rester et de stopper toute éventuelle avancée du FPR vers l'ouest. Le colonel Didier Thibaut, en position à Gikongoro, a reçu consigne du colonel Jacques Rosier, commandant de l'opération « *Turquoise* », « *d'arrêter le mouvement des rebelles à Gikongoro et au-delà* ». Une expression, « *rebelles* », que les événements sont en train de rendre caduque. Ce qu'exprimait à sa façon un officier FPR parlant depuis Kigali : « *Les rebelles, maintenant, ce sont les autres.* »

Cet ordre transforme la nature de l'intervention française telle qu'elle avait été présentée à l'origine. Ce n'est pas une surprise pour qui se souvient qu'entre 1990 et 1993, la dictature

rwandaise n'a dû son salut qu'au soutien militaire accordé par Paris. Cette fois, l'Élysée et le Quai d'Orsay avaient pris la précaution d'insister sur le fait que l'intervention était une mission purement humanitaire et que toute confrontation avec le FPR serait évitée dans la mesure du possible. Comment concilier cela avec cette brutale déclaration du colonel Thibaut : « *Si le FPR vient à Gikonjoro, nous tirerons sans hésitation. Nous avons les moyens de le faire et nous en aurons bientôt encore plus* » ?

Il faut souligner également une expression employée par Richard Duqué, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Dans sa bouche, le retrait des FAR de Kigali et leur défaite à Butare s'appellent une « *dégradation de la situation* ». Un aveu peut-être involontaire mais à coup sûr significatif des sympathies de Paris.